

COMMUNE DE LINXE

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal du 15 octobre 2025

L'an deux mille vingt-cinq le quinze octobre à dix-huit heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de Linxe, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, Salle de la Mairie, sous la présidence de Thierry GALLEA, Maire.

Date de la convocation : dimanche 12 octobre 2025

Présents:

Thierry GALLEA, Dominique ROBERT, Stéphane SERE, Delphine CHOLE, Julien DESBIEYS, Chantal GARROUSSIA, Véronique MORA, Pierre SANCHEZ, Isabelle DARRICAU, Marie DURAN

Absents:

Pouvoirs:

Cédric CHATON a donné pouvoir à Pierre SANCHEZ; Carine DUPUY a donné pouvoir à Thierry GALLEA; Jean-Luc LAHOUZE a donné pouvoir à Véronique MORA; Marine FOURGS a donné pouvoir à Isabelle DARRICAU; Marc VERNIER a donné pouvoir à Marie DURAN

Nombre de membres afférents15Nombre de membres en exercice15Présents10Pouvoirs5Votants15

N° DEL20251015-008

PARTICIPATION DE LA COMMUNE A LA REFECTION D'UN CANDELABRE ACCIDENTE DE L'ECLAIRAGE PUBLIC RURAL, RUE DU PIGNADAR : AFFAIRE N° 059124 - ANNULE ET REMPLACE DEL20241022-007

Considérant le devis proposé par le SYDEC pour :

Affaire N 0059124

Montant estimatif des travaux :

- Dépose d'un candélabre
- Fourniture, pose et raccordement d'un candélabre en acier galvanisé RAL 9006 blanc ALU de hauteur 4 m équipé d'une lanterne LED Aura Comatelec RAL Gris 900 sablé

Montant estimatif TTC	2 195,00 €
TVA	344,00€
Montant HT	1 852,00 €
Subvention du Sydec	1 317,00 €

Montant total à la charge de la collectivité

878,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, ADOPTE A L'UNANIMITE, :

ARTICLE 1 -

APPROUVER le devis proposé par le Sydec.

ARTICLE 2 -

AUTORISER monsieur le Maire à signer tout document concerné par ces travaux.

ARTICLE 3 -

REGLER la participation de la commune au Sydec, dépense inscrite au budget 2025

Vote : Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

Signéle, 17 octobre 25

la Secritaine de Séance

Isobelle OARRICAU

Thierry GALLEA

[«] La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département.